TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Laurentides
Dossier : CM-2019-6067
Dossier accréditation : AM-1000-9998

Montréal, le 11 février 2020

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

MRC d'Antoine-Labelle
Employeur

et

Syndicat des travailleurs et travailleuses de la MRC Antoine-Labelle (CSN)
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du Code du travail (chapitre C-27), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU que l'employeur visé par la présente décision, soit une municipalité, constitue un service public au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Tous les salariés au sens du Code du travail, à l'exception du secrétaire-trésorier adjoint ou secrétaire général, du directeur de l'évaluation et du directeur de l'aménagement. »

De : **MRC d'Antoine-Labelle**
Édifice Émile-Lauzon
425, rue du Pont
Mont-Laurier (Québec) J9L2R6

Établissement visé :

Édifice Émile-Lauzon
425, rue du Pont
Mont-Laurier (Québec) J9L2R6;

ATTENDU qu'une grève dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du Code du travail en cas de grève;

SUSPEND l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M^e Cassandra Nadeau
Pour l'employeur

M^{me} Myriam Dufresne-Manassé
Pour l'association accréditée

DB/ÉL/mg